



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis d'attribution de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-53350>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **26-53350**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ville d'Antibes (06)

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisation qui passe un marché subventionné par un pouvoir adjudicateur

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Travaux dans les bâtiments de la Commune, du C.C.A.S et de l'Office du Tourisme et des Congrès - Lots 06 et 10

**Description** : Travaux dans les bâtiments de la Ville d'Antibes Juan-les-Pins, du Centre Communal d'Action Sociale et de l'Office de Tourisme et des Congrès d'Antibes Juan-les-Pins - Lots 6 et 10

**Identifiant de la procédure** : f6948162-7692-4bf8-a0fb-0d8680b2989e

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv )** : 45261420 Travaux d'étanchéification

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 44316500 Serrurerie

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 44316510 Ferronnerie

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 45262400 Travaux d'assemblage d'ossatures métalliques

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : La Commune d'Antibes Juan-Les-Pins

**Ville** : ANTIBES

**Code postal** : 06600

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

#### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique** :

Directive 2014/24/UE

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0006

**Titre** : Lot 6 : Etanchéité

**Description** : Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum et un opérateur économique pour des travaux d'étanchéité

**Identifiant interne** : 26F013

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv )** : 45261420 Travaux d'étanchéification

**Options** :

**Description des options** : L'accord-cadre est conclu à compter du 10 juillet 2026 (ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure) jusqu'au 31 décembre 2027. L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2029

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Ville** : antibes

**Code postal** : 06600

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée** : 42 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements** : 2

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 1,170,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui**

**Informations complémentaires :** Les certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats sont en particulier : QUALIBAT 3212 Etanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (technicité confirmée) QUALIBAT 3222 Etanchéité en matériaux de synthèse en feuilles (technicité confirmée) QUALIBAT 3242 Etanchéité liquide (S.E.L) (technicité confirmée) QUALIBAT 3233 Etanchéité en asphalte coulés (technicité supérieure) QUALIBAT 3292 Toitures terrasses spécialisées (technicité confirmée)  
Tranche de classification pour l'ensemble du lot : EFF2

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Valeur technique

**Description :** Se référer au règlement de la consultation

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 50

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** Prix

**Description :** Se référer au règlement de la consultation

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 40

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Performances en matière de protection de l'environnement

**Description :** Se référer au règlement de la consultation

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 10

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé précontractuel (art L. 551-1 du Code de justice administrative) pendant toute la procédure et avant la conclusion du contrat. Référé contractuel (article L.551.13 et suivants du CJA) au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. Tout concurrent évincé de la conclusion d'un contrat administratif est recevable à former devant le juge administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles (et y compris en faisant valoir l'illégalité des actes détachables du contrat) assorti le cas échéant de demandes indemnitaires dans un délai

de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées notamment de la publication de l'avis d'attribution. Référé-suspension (art L. 521-1 du CJA) sous condition d'urgence quand le contrat fait l'objet d'un recours de pleine juridiction contestant sa validité. Recours indemnitaire dans les 2 mois à compter d'une décision expresse ou implicite de rejet de la demande préalable (art R. 421-3 du CJA) et sous réserve des dispositions de la loi n 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics (prescription quadriennale) ou dans le cadre d'un recours en contestation de la validité du contrat. Déféré préfectoral (art L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales) : dans les 2 mois à compter de la date à laquelle l'acte litigieux est devenu exécutoire

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Nice

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé précontractuel (art L. 551-1 du Code de justice administrative) pendant toute la procédure et avant la conclusion du contrat. Référé contractuel (article L.551.13 et suivants du CJA) au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. Tout concurrent évincé de la conclusion d'un contrat administratif est recevable à former devant le juge administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles (et y compris en faisant valoir l'illégalité des actes détachables du contrat) assorti le cas échéant de demandes indemnitaires dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées notamment de la publication de l'avis d'attribution. Référé-suspension (art L. 521-1 du CJA) sous condition d'urgence quand le contrat fait l'objet d'un recours de pleine juridiction contestant sa validité. Recours indemnitaire dans les 2 mois à compter d'une décision expresse ou implicite de rejet de la demande préalable (art R. 421-3 du CJA) et sous réserve des dispositions de la loi n 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics (prescription quadriennale) ou dans le cadre d'un recours en contestation de la validité du contrat. Déféré préfectoral (art L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales) : dans les 2 mois à compter de la date à laquelle l'acte litigieux est devenu exécutoire

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Nice

**Organisation qui signe le marché :** Ville d'Antibes (06)

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0010

**Titre :** Lot 10 : Serrurerie – Métallerie – Ferronnerie

**Description :** Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum et un opérateur économique pour des travaux de serrurerie, métallerie et ferronnerie

**Identifiant interne :** 26F014

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Marché de travaux

**Nomenclature principale ( cpv ):** 45262400 Travaux d'assemblage d'ossatures métalliques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 44316510 Ferronnerie

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 44316500 Serrurerie

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 45261213 Travaux de couverture métallique

#### **Options :**

**Description des options :** L'accord-cadre est conclu à compter du 13 juin 2026 (ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure) jusqu'au 31 décembre 2027. L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2029

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Ville :** Antibes

**Code postal :** 066000

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 43 Mois

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 2

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 1,800,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Informations complémentaires :** Les certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats sont en particulier : QUALIBAT 2411 - Constructions et structures métalliques (technicité courante) QUALIBAT 4412 –Métallerie (technicité confirmée) QUALIBAT 4421 – Travaux de structures métalliques Autres certificats de qualifications et/ou de qualité souhaités : QUALIBAT 3811 Parois en bardages simples (technicité courante) QUALIBAT 4453 – Fabrication et mise en œuvre d'ouvrages de métallerie résistant au feu QUALIBAT 4492 – Ferronnerie QUALIBAT 4512 – Fourniture et pose de volets, stores, portails, rideaux, grilles, portes de garage et portes sectionnelles -

Collectif - Tertiaire et Industriel QUALIBAT 4522- Fourniture et pose de persiennes, volets roulants, battants et coulissant, jalousies, brises soleils orientables. Tranche de classification pour l'ensemble du lot: EFF2

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Valeur technique

**Description :** Se référer au règlement de la consultation

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 50

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** Prix

**Description :** Se référer au règlement de la consultation

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 40

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Performances en matière de protection de l'environnement

**Description :** Se référer au règlement de la consultation

**Catégorie du critère d'attribution seuil :** Pondération (pourcentage, valeur exacte)

**Nombre critère d'attribution :** 10

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé précontractuel (art L. 551-1 du Code de justice administrative) pendant toute la procédure et avant la conclusion du contrat. Référé contractuel (article L.551.13 et suivants du CJA) au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. Tout concurrent évincé de la conclusion d'un contrat administratif est recevable à former devant le juge administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles (et y compris en faisant valoir l'illégalité des actes détachables du contrat) assorti le cas échéant de demandes indemnitaires dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées notamment de la publication de l'avis d'attribution. Référé-suspension (art L. 521-1 du CJA) sous condition d'urgence quand le contrat fait l'objet d'un recours de pleine juridiction contestant sa validité. Recours indemnitaire dans les 2 mois à compter d'une décision expresse ou implicite de rejet de la demande préalable (art R. 421-3 du CJA) et sous réserve des dispositions de la loi n 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics (prescription quadriennale)

ou dans le cadre d'un recours en contestation de la validité du contrat. Déféré préfectoral (art L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales) : dans les 2 mois à compter de la date à laquelle l'acte litigieux est devenu exécutoire

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Nice

**Informations relatives aux délais de recours :** Référé précontractuel (art L. 551-1 du Code de justice administrative) pendant toute la procédure et avant la conclusion du contrat. Référé contractuel (article L.551.13 et suivants du CJA) au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. Tout concurrent évincé de la conclusion d'un contrat administratif est recevable à former devant le juge administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles (et y compris en faisant valoir l'illégalité des actes détachables du contrat) assorti le cas échéant de demandes indemnitaires dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées notamment de la publication de l'avis d'attribution. Référé-suspension (art L. 521-1 du CJA) sous condition d'urgence quand le contrat fait l'objet d'un recours de pleine juridiction contestant sa validité. Recours indemnitaire dans les 2 mois à compter d'une décision expresse ou implicite de rejet de la demande préalable (art R. 421-3 du CJA) et sous réserve des dispositions de la loi n 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics (prescription quadriennale) ou dans le cadre d'un recours en contestation de la validité du contrat. Déféré préfectoral (art L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales) : dans les 2 mois à compter de la date à laquelle l'acte litigieux est devenu exécutoire

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal Administratif de Nice

**Organisation qui signe le marché :** Ville d'Antibes (06)

## Section 6 - Résultats

**Valeur de tous les contrats attribués dans cet avis :** 4,500,000 Euro

**6.1 Résultat – Identifiants des lots :** LOT-0006

Au moins un lauréat a été choisi.

**6.1.2 Informations sur les lauréats**

**Lauréat :**

**Nom officiel :** ASTEN

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** offre ASTEN

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0006

**Valeur de l'offre :** 2,250,000 Euro

**L'offre a été classée :** oui

**Sous-traitance :** Non

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché :** 26f013

**Date de conclusion du marché :** 29/05/2026

**Organisation qui signe le marché :** Ville d'Antibes (06)

#### 6.1.4 Informations statistiques

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues :** Offres présentées par voie électronique

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 1

#### 6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0010

Au moins un lauréat a été choisi.

#### 6.1.2 Informations sur les lauréats

**Lauréat :**

**Nom officiel :** CONSTRUCTION METALLIQUE FINOCCHIARO

**Offre :**

**Identifiant de l'offre :** offre CONSTRUCTION METALLIQUE FINOCCHIARO

**Identifiant du lot ou groupe de lots :** LOT-0010

**Valeur de l'offre :** 2,250,000 Euro

**L'offre a été classée :** oui

**Sous-traitance :** Non

**Informations relatives au marché :**

**Identifiant du marché :** 26f014

**Date de conclusion du marché :** 29/05/2026

**Organisation qui signe le marché :** Ville d'Antibes (06)

#### 6.1.4 Informations statistiques

**Offres ou demandes de participation reçues :**

**Type de soumissions reçues :** Offres présentées par voie électronique

**Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues :** 0

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : Ville d'Antibes (06)

**Numéro d'enregistrement** : 21060004500012

**Adresse postale** : Hôtel de Ville Cours Masséna - CS 82205

**Ville** : Antibes Juan-les-Pins Cedex

**Code postal** : 06606

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : commandepub-passation@ville-antibes.fr

**Téléphone** : +33 492905280

**Adresse internet** : <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <http://www.antibes-juanlespins.com>

**Profil de l'acheteur** : <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui signe le marché**

8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal Administratif de Nice

**Numéro d'enregistrement** : 17060005000026

**Ville** : NICE

**Code postal** : 06000

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-nice@juradm.fr

**Téléphone** : +33 489978600

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

8.1 ORG-0004

**Nom officiel** : ASTEN

**Numéro d'enregistrement** : 54205733600910

**Ville** : gattieres

**Code postal** : 06510

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** agence.nice@astengroup.com

**Téléphone :** +33 493568686

**Rôles de cette organisation :**

**Soumissionnaire**

**Lauréat de ces lots :** LOT-0006

#### 8.1 ORG-0005

**Nom officiel :** CONSTRUCTION METALLIQUE FINOCCHIARO

**Numéro d'enregistrement :** 45332139000024

**Ville :** tourrettes

**Code postal :** 83400

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** b.finocchiaro@cmf83.fr

**Téléphone :** +33 494701181

**Rôles de cette organisation :**

**Soumissionnaire**

**Lauréat de ces lots :** LOT-0010

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis :** 1b634479-cfcf-4c6a-899d-52a878f096f7 - 01

**Type de formulaire :** Résultats

**Type d'avis :** Avis d'attribution de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 01/06/2026 à 10:15

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

### 11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 01/06/2026